

Face à l'Europe



EUROPE
INFO
HEBDO

Entretien avec **Shahin VALLÉE**,
chercheur associé au DGAP

Shahin Vallée est chercheur en économie à l'institut allemand de politique étrangère, politique au Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP). Il fait partie des 12 experts indépendants à l'origine de « Naviguer en haute mer », rapport issu des réflexions du groupe de travail franco-allemand sur les réformes institutionnelles de l'Union européenne (UE), publié le 18 septembre 2023, formé à la demande des ministres en charge des Affaires européennes. Entretien mené par Iris Herbelot. Edition de Carla Boyer et Zaineb El Boudour El Idrissi.



2ème partie : le futur de l'UE.

Depuis 2015, la « crise migratoire » est devenue existentielle pour l'Union européenne. Comment sortir de cette impasse dans laquelle nous enferment les rhétoriques de l'Europe forteresse ?

Je ne suis pas convaincu que la crise migratoire soit existentielle. Je pense que c'est ce que beaucoup veulent nous faire croire. La réalité froide, c'est que l'Europe a un déficit démographique important et qu'en réalité les flux migratoires sont une chance inouïe pour notre continent. Notre incapacité à penser l'intégration de ces flux migratoires dans la société, dans le marché du travail par exemple, est la réelle crise existentielle et non pas le flux migratoire lui-même. C'est une crise de l'accueil.

Malheureusement je vois assez peu de progrès dans ce débat-là parce que la position de « l'Europe forteresse » est de plus en plus soutenue et acceptée. C'était au départ une position très ancrée à droite, voire à l'extrême droite, et qui est aujourd'hui une position plus globalement acceptée par toutes les forces politiques.

“L'UE a certainement été coupable d'un manque d'engagement et d'entrain dans l'élargissement “

Je pense que c'est un grand risque pour l'UE que de ne pas avoir de position politique alternative. Je ne vois pas, aujourd'hui, quelles sont les forces politiques ou quels sont les pays qui en seraient les porteurs.

A défaut, comment susciter et organiser la solidarité européenne ?

Je trouve, même si c'est toujours dramatique, que la solidarité européenne - je pense aux associations qui œuvrent pour sauver des vies en Méditerranée, celles qui descendent dans les rues des capitales européennes pour donner à boire et à manger aux migrants - fait déjà un travail extraordinaire.

“Notre incapacité à penser l'intégration de ces flux migratoires dans la société, dans le marché du travail par exemple, est la réelle crise existentielle”.

Malheureusement c'est sur cette société civile organisée que repose aujourd'hui l'effort qui devrait être un effort public commun.

C'est à eux que l'on doit l'essentiel aujourd'hui en matière de politique migratoire et c'est malheureusement à eux dont on serre le plus les ressources et qu'on critique le plus comme étant des vecteurs d'immigration illégale en Europe, voire en criminalisant leur action dans certains pays.

Malheureusement je ne vois pas beaucoup de partis politiques s'emparer de ces questions. C'est une question qui n'est 'vendeuse' que pour ceux qui se font les défenseurs de l'Europe blanche et chrétienne. Pour le moment, il n'y a pas beaucoup de partis qui veulent défendre une identité européenne alternative.

Face à l'Europe

Entretien avec **Shahin VALLEE**,
chercheur associé au DGAP

☆ ☆ ☆
☆ EUROPE
☆ INFO
☆ HEBDO
☆ ☆ ☆

Aujourd'hui chacune des marches paraît trop haute et paraît décourageante pour les États en voie d'adhésion. En créant des perspectives avec une intégration différenciée, on pourrait peut-être baisser un peu les marches et donner de l'énergie à ceux qui veulent avancer.

Faut-il une position européenne en termes d'allocation de budget à l'externalisation de la gestion des migrants ?

On a déjà une combinaison d'efforts nationaux des accords bilatéraux - entre l'Espagne et le Maroc, entre l'Italie et la Libye... Et une combinaison d'accords européens, entre l'UE et la Turquie par exemple. C'est une combinaison d'actions nationales et d'actions européennes dans ce domaine qui vont toutes les deux dans le même sens, d'une externalisation de la frontière européenne à la rive sud de la méditerranée. Je pense qu'on a déjà une européanisation de cette politique.

Faut-il poursuivre la politique d'externalisation du traitement des migrants aux partenaires de l'UE ?

Je considère que non, mais je ne vois personne proposer d'alternatives. Au fond, la situation impose de nous poser une question fondamentale qui est *'est ce qu'il est possible de contenir une pression migratoire telle que celle que l'UE va expérimenter ? si oui, à quel prix ?'* Il me semble, du fait du différentiel démographique entre l'Afrique et le Moyen-Orient et l'Europe que cette pression ne peut qu'augmenter et les moyens pour l'endiguer devront être de plus en plus violents et de moins en moins alignés avec notre défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'élargissement de l'UE est redevenu un sujet géopolitique central. Comment jugez-vous les trajectoires européennes de ces pays candidats ?

Je pense qu'on peut affirmer aujourd'hui que l'UE a certainement été coupable d'un manque d'engagement et d'entrain dans l'élargissement - notamment dans les Balkans.

La réalité objective est que ces pays-là ont tous et chacun, pour des raisons différentes, montré des limites assez profondes dans leur capacité à remplir les critères d'adhésion. Le manque de succès dans les politiques d'élargissement est partagé.

Pour susciter et stimuler les réformes institutionnelles dans ces pays, est ce que l'intégration partielle et le modèle de gouvernance différencié présenté par le rapport pourraient suffire ?

Je pense que ça ne suffira pas. Mais c'est une piste qui permet peut-être, tout en maintenant la pression, d'augmenter un petit peu les incitations positives à agir.

Est-ce que vous pensez que la Communauté Politique Européenne (CPE) qui a été initiée par E. Macron apporte des réponses adéquates aux aspirations des pays candidats ?

Non. Mais je ne crois pas que c'était son objectif.

Le président de la République a essayé d'être clair là-dessus : la CPE n'est pas une alternative à l'élargissement et ne doit pas l'être. Par contre, se demander si la CPE peut être un espace de discussion d'une aire géopolitique, c'est intéressant. Mais elle ne l'est pas encore. Elle mériterait d'être institutionnalisée davantage. Aujourd'hui, organiser les affaires géopolitiques du continent ne peut pas se résumer à une rencontre de chefs d'Etat sur tapis rouge une fois tous les 6 mois. A l'heure actuelle la CPE n'est pas rien que ça. Elle pourrait devenir plus. Mais il ne faut pas penser que ça répondra aux aspirations des pays en voie d'élargissement.

Que manque-t-il pour une Europe à 30 en 2030 ?

Il manque d'abord que l'UE elle-même se reforme en profondeur - et je pense que ça passe par un changement de traités. Il manque ensuite que les pays en voie d'adhésion fassent de leur côté ce qui est nécessaire pour être prêts - il y a beaucoup de travail.

Enfin, il faut que les États membres acceptent un budget de l'Union transformé qui fasse de cet élargissement un succès sans affaiblir la capacité de l'UE à fournir les biens communs dont elle a besoin - en matière de défense et de climat pour ne citer que ces cas.

Cela exige quand même des transformations assez profondes, dans un temps assez court.

Certaines recommandations à mettre en œuvre mentionnent cette révision des traités. Est ce objectivement réaliste avant un élargissement ?

D'après nous, il y a 2 manières de procéder.

Soit un changement de traités avant l'élargissement. Soit des changements de traités mis en œuvre uniquement au moment de la ratification des traités d'élargissement. Mais le changement de traité d'une manière ou d'une autre est inévitable.